

# Dossier de presse des organisations syndicales CAD-ST, CFDT et CGT de la société STMicroelectronics :

1. La communication intersyndicale sur la rencontre au ministère
2. Puis les deux pages de présentation et de conclusion du rapport remis aux ministères de l'industrie et du travail (avec les contacts)

## **UNE DELEGATION INTERSYNDICALE DE STMICROELECTRONICS RECUE AU MINISTERE A BERCY**

Lundi 17 Novembre 2014, une délégation intersyndicale CAD-ST, CFDT et CGT a rencontré à Bercy des représentants du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, ainsi que ceux du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Face à la situation critique dans laquelle se trouve STMicroelectronics, un courrier d'alerte demandant cette rencontre avait été envoyé aux différents ministères dès la fin du mois d'octobre - avant l'annonce du plan de restructuration - par l'intersyndicale CAD-ST, CFDT et CGT, qui représente 51.3% des voix des organisations syndicales existantes en national dans ST

**Les syndicats CAD-ST, CFDT et CGT ont rappelé leur opposition aux 450 suppressions d'emplois annoncées dans le monde qui affaiblissent l'entreprise.**

Lors de cette entrevue où tous les sites français étaient représentés dans la délégation de l'intersyndicale, **ont pu être discutés les problèmes de ST aussi bien au niveau global qu'au niveau local.**

L'intersyndicale juge positive que ce soit tenue cette réunion et remettra au gouvernement un document de synthèse sur les problèmes de ST et les propositions de l'intersyndicales.

**Les syndicats CAD-ST, CFDT et CGT soulignent l'urgence d'un changement de politique pour remettre ST sur la voie du redéveloppement, ainsi que la responsabilité de l'état actionnaire dans ses problèmes de gouvernance et de stratégie.**

### Les questions posées lors de l'entrevue :

- L'industrie de la micro-électronique est-t-elle amenée à disparaître en France et en Europe alors que c'est **un enjeu économique vital, notamment en termes d'indépendance et de souveraineté pour la France et pour l'Europe ?**
- Quelle est la stratégie de l'Etat français et de l'Europe dans le domaine des semi-conducteurs ?
- L'Etat italien va-t-il il sortir du capital de STMicroelectronics?

### Les requêtes faites lors de l'entrevue :

- La nécessité de l'intervention de l'Etat actionnaire pour faire évoluer la stratégie de la compagnie « d'une stratégie boursière à une stratégie industrielle »; ceci est indispensable pour maintenir la part numérique de ST et pour développer les autres secteurs
- **La nécessité d'avoir une forte politique d'investissement et d'y consacrer toutes les ressources financières de l'entreprise**
- Le besoin de réformer le top-management
- Les enjeux et la nécessité de restaurer un vrai dialogue social dans STMicroelectronics
- L'importance de l'implantation de STMicroelectronics dans les territoires (production et R&D)

## **ENSEMBLE NOUS SOMMES PLUS FORTS POUR DEFENDRE NOS EMPLOIS**

# Urgence pour la microélectronique

L'industrie de la microélectronique, une des 34 priorités industrielles définies par le gouvernement français, va-t-elle disparaître de France et d'Europe alors que c'est un pilier de toute la chaîne de création de valeur dans le numérique.

## Pas de Numérique et de Télécoms sans la Microélectronique

La microélectronique est un enjeu stratégique très long-terme qui porte sur des dizaines de milliers d'emplois et des dizaines de milliards €, juste pour la France. C'est la base de toute l'industrie électronique.

Par ailleurs, l'implantation de STMicroelectronics dans les territoires (production et R&D) représente d'importants enjeux de développement industriels locaux.

- 
- **Contact CAD:** [secretaire@cad-st.org](mailto:secretaire@cad-st.org), **tél. 06 80 64 46 41**
  - **Contact CFDT :** [eric.potard@st.com](mailto:eric.potard@st.com), **tél. 06 78 66 48 67**
  - **Contact CGT :** [marc.leroux@st.com](mailto:marc.leroux@st.com), **tél. 06 86 26 43 03**

## Résumé

Face à la situation préoccupante de l'entreprise STMicroelectronics, l'initiative de cette rencontre avec les services gouvernementaux avait été prise par le CAD-ST, la CFDT et la CGT avant même l'annonce du plan de restructuration touchant 450 salariés dans le monde, dont 150 en France sous la forme d'un plan de départs volontaires. Cette nouvelle restructuration a été annoncée le jour même de la publication des résultats du troisième trimestre 2014 de de STMicroelectronics mais sans aucune annonce notable concernant l'évolution de la stratégie de l'entreprise, démontrant l'aspect purement boursier de cette annonce.

Les syndicats CAD-ST, CFDT et CGT rappelle leur opposition aux 450 suppressions d'emplois annoncées dans le monde qui affaiblissent l'entreprise. Les premiers exposés du management en CCE démontrent d'ailleurs ce paradoxe. L'urgence semble plus être d'accélérer le développement de certains produits dans les branches du groupe EPS ayant des difficultés, mais sans pour autant recommencer la spirale infernale qui avait conduit ST-Ericsson à simplifier de plus en plus son portfolio produit jusqu'à devenir une startup mono-produit à plusieurs milliards, avant de finalement tirer le rideau.

Les syndicats CAD-ST, CFDT et CGT ont donc insisté pour parler des problèmes stratégiques et structurels de ST plutôt que de discuter des modalités du Plan de Départs Volontaires en France qu'ils ne cautionnent pas.

### Ainsi, des éclaircissements de la part de l'état français sur sa stratégie dans le numérique (où la microélectronique est un pilier fondamental) et vis-à-vis de STMicroelectronics sont nécessaires :

- L'industrie de la micro-électronique va-t-elle disparaître de France et en Europe alors que c'est un pilier de toute la chaîne de création de valeur dans le numérique ? Quelle est la stratégie de l'Etat français dans le domaine des semi-conducteurs ?
- Y a-t-il une stratégie européenne ? Que se passe-t-il au niveau européen ? Que s'est-il passé avec "Nano 2017" (son "évolution")?
- L'Etat italien va-t-il sortir du capital de ST ?
- Y a-t-il des enjeux sociaux et industriels spécifiques en discussion concernant certains sites de STMicroelectronics ?

### L'intervention de l'Etat – et des deux Etats Français et Italiens - paraît nécessaire

#### sur les points suivants :

- Faire évoluer la stratégie de ST d'une stratégie financière boursière à une stratégie financière industrielle, **c'est à dire entre autres inciter ST à s'endetter fortement pour pallier aux manques d'investissement depuis des années aussi bien en production, qu'en technologie ou qu'en R&D (plusieurs milliards d'€ sont nécessaires sur l'ensemble)**
- Changer complètement la culture de l'entreprise qui doit être plus orientée produits et développement industriel que satisfaction des contraintes financières et boursières. Cela implique des réformes au plus haut niveau de la structure de direction de ST, afin que la structure de ST évolue (inefficacité, trop de silos, pas assez d'organisations horizontales, etc.)
- Restaurer un vrai dialogue social dans ST

- Il n'est pas logique qu'en période de crise ST verse des dividendes au détriment de l'investissement, ce qui compromet son redressement. Cette année ST verse 300 millions € en dividendes, 75 millions € de rachat d'actions et plusieurs dizaines de millions € pour les 20 plus importants managers de ST (40 millions € il y a deux ans). A mettre en perspective avec une aide de l'Etat qui tout types d'aides confondues correspond à environ 200 millions € par an.
- **Il faut promouvoir une politique de relance des investissements européens, et une recapitalisation, pour revenir réellement dans les semi-conducteurs (microprocesseurs, mémoires, etc.).**
- **Les semi-conducteurs sont un enjeu stratégique pour garantir l'indépendance de l'ensemble de l'industrie européenne et française.**
- Le redéveloppement des semi-conducteurs doit se faire en lien avec la reconstruction d'une filière industrielle micro-électronique et électronique. Ce qui implique une plus grande synergie entre les acteurs français et européens. Il faut remédier au **manque de coordination de la filière industrielle**, ce qui selon nous, participe au déficit de croissance de nos entreprises par rapport à l'Asie et l'Amérique.
- Il y a nécessité de forts investissements structurels. Pour rester un acteur majeur dans les semi-conducteurs, il faut construire une usine de nouvelle génération tous les 4 à 5 ans. Le plan d'investissement pour Crolles (NANO2017 qui manque d'ambition) a plusieurs années de retard, il n'y a aucun investissement à Rousset où une usine en 12" aurait dû être planifiée depuis longtemps, faibles investissements à Tours, etc.
- Il faut modifier la structure très hiérarchisé et en silo de l'entreprise qui à la fois empêche de nombreuses synergies mais aussi tue l'innovation propre au high-tech.
- Il est important de remédier aux dispersions et redondances entre les acteurs de la recherche appliquée en amont et entre les chercheurs et les entreprises (pas assez de synergie et de coordination sur les différentes thématiques de recherche).

*A la demande de l'intersyndicale d'effectuer ensemble un suivi du dossier, il a été répondu que la porte était ouverte, **laissant présager d'une nouvelle rencontre par exemple dans 6 mois**, c'est-à-dire vers la fin du Plan de Départ Volontaire en France tel qu'annoncé par la Direction.*

### **En résumé, le redressement de notre industrie passe par plusieurs niveaux :**

- Le premier dépend de STMicroelectronics : il s'agit de changer de stratégie, d'adopter une stratégie de redéveloppement, notamment dans le numérique, de laisser le temps à cette stratégie de se redéployer sans l'asphyxier par des critères de rentabilité inatteignable, et de mobiliser les moyens financiers de ST pour cela
- Le second dépend des Etats européens et de l'Europe, pour dégager des moyens importants permettant de revenir progressivement dans tous les secteurs clefs de la microélectronique (mémoires, microprocesseurs etc.), en liant ceci avec la reconstruction de la filière électronique.
- ***Pour ces deux objectifs, les États français et italien, qui sont actionnaires et de fait décisionnaires, et l'Europe ont un rôle clé à jouer.***